



## Communiqué de presse AG/SHC/3793

### Troisième Commission

26<sup>e</sup> & 27<sup>e</sup> séances – matin & après-midi

#### **QUATRE RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET EXPERTS INDÉPENDANTS EXHORTENT LA TROISIÈME COMMISSION À TENIR COMPTE DE L'IMPACT DES MESURES ANTITERRORISTES SUR LES DROITS DE L'HOMME**

(Publié le 28 octobre)

Gardant à l'esprit un certain nombre d'événements récents qui ont inquiété la communauté internationale – s'agissant notamment du statut, des conditions de détention et du traitement de prisonniers mais aussi des discriminations, de la liberté de religion ou de conviction – quatre Rapporteurs spéciaux et experts indépendants de la Commission des droits de l'homme ont réaffirmé aujourd'hui, devant les délégations de la Troisième Commission, leur détermination à surveiller, chacun dans le cadre de leur mandat, les politiques, législations, mesures et pratiques mises en place par les États au nom de la lutte contre le terrorisme, afin de s'assurer qu'elles sont bien compatibles avec les normes internationales des droits de l'homme.

...

Nouvellement mandatés par la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Philip Alston, l'Expert indépendant sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales tout en luttant contre le terrorisme, Robert Goldman, et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion et de conviction, Asma Jahangir, ont également mis l'accent sur l'impact des mesures antiterroristes sur les droits de l'homme relevant de leur mandat. M. Alston a affirmé qu'il était intolérable de faire valoir les changements fondamentaux dans les relations internationales, depuis le 11 septembre, pour revenir sur la définition de ce qui est acceptable ou inacceptable, légale ou illégale. Il a dit son intention de lutter avec ferveur contre l'impunité et a réaffirmé que le génocide, les crimes contre l'humanité et la peine de mort étaient couverts par son mandat, quels qu'en soient les auteurs. Soulignant le caractère spécifique de son mandat – il n'est pas responsable comme les autres devant la Commission des droits de l'homme, mais devant la Haut Commissaire, Louise Arbour – M. Goldman a repris l'opinion de la Haut Commissaire selon laquelle, sur le long terme, la détermination de veiller au respect des droits de l'homme et de la primauté du droit sera l'une des clefs du succès de la lutte antiterroriste. Il a par ailleurs appuyé l'idée de créer un mécanisme spécial chargé d'étudier la compatibilité des mesures antiterroristes avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme, tout en mettant en garde les États Membres sur la nécessité de lui permettre d'opérer librement et d'avoir les coudées franches dans les limites d'un mandat bien défini.

Pour sa part, Asma Jahangir a fait savoir que dans le contexte actuel d'une montée de l'intolérance et des tensions entre les différentes communautés religieuses, elle envisageait de faire de la protection de la liberté de religion et de conviction la priorité de son mandat. À ce titre, elle a signalé qu'elle s'emploierait à travailler de concert avec les autres Rapporteurs sur la protection de la liberté d'expression. L'exercice d'un droit ne doit pas empiéter sur la jouissance d'un autre droit ou d'une liberté fondamentale, a-t-elle affirmé, en soulignant que la liberté de religion et de conviction ne pouvait se concrétiser dans un

environnement où l'une ou l'autre religion ou croyance est stigmatisée. Une des garanties essentielles de la liberté de religion et de conviction, a-t-elle dit, est la neutralité du gouvernement.

Faisant valoir que la faim tue plus que n'importe quelle guerre contemporaine ou n'importe quel attentat terroriste, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, a estimé que seule une approche normative du droit à l'alimentation permettrait d'assurer une nourriture adéquate à même de garantir des conditions de vie décentes pour tous. Aujourd'hui, s'est-il indigné, dans un monde qui produit déjà une alimentation suffisante pour nourrir tous les hommes, ce sont 842 millions de personnes, soit deux millions de plus que l'année dernière, qui souffrent de malnutrition. Un enfant de moins de cinq ans meurt toutes les cinq secondes de maladie liée à la faim, a-t-il souligné.

Demain, jeudi 28 octobre, à partir de 10 heures, la Commission entendra Gabriela Rodríguez Pizarro, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants; John Dugard, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967; et Cherif Bassiouni, Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Afghanistan. À partir de 15 heures, elle conclura son dialogue avec Jean Ziegler, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, et entendra Paolo Sérgio Pinheiro, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar; Vitit Muntarbhorn, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique populaire de Corée; et Titinga Frédéric Pacéré, Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo.

#### ***SITUATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX***

...

##### **Droit à l'alimentation (A/59/385)**

...

Le Rapporteur spécial s'est dit gravement préoccupé par la situation actuelle d'un certain nombre de pays et régions, en particulier au Soudan, en République populaire démocratique de Corée, à Cuba et dans les territoires palestiniens occupés. ...

...

M. JEAN ZIEGLER, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, s'est alarmé de ce que la lutte pour le droit à l'alimentation sur une base normative recule alors que la faim avance. Selon les chiffres de la FAO, 842 millions sont victimes de malnutrition et un enfant de moins de cinq ans meurt toutes les cinq secondes d'une maladie liée à la faim. ...

...

Le Rapporteur spécial a ensuite fait le point sur quatre cas dans lesquels la situation au regard du droit à l'alimentation est particulièrement préoccupante: le Soudan, en RPDC, à Cuba et dans les Territoires palestiniens occupés. ... Quant à la situation dans les Territoires palestiniens occupés, il a souligné que 22% des enfants y sont gravement sous alimentés. Il a également précisé que 85% des ressources aquifères sont détournées vers les colonies illégales et que la construction « illégale » du mur entraîne la destruction de centaines d'hectares de terres arables, privant ainsi des milliers de Palestiniens de leurs ressources. Il a estimé que les mesures d'encerclement militaire ont des conséquences graves sur la population. Appliquer des punitions collectives contre toute une population, qui se traduisent par une crise alimentaire, est contraire au droit international humanitaire international, a dit M. Ziegler.

...

## **Dialogue**

...

Le délégué israélien a mis en cause l'impartialité du rapport sur la situation des territoires occupés, qui ne se trouve pas dans une situation alimentaire d'urgence, estimant que le Rapporteur spécial outrepassait son mandat et présentait une vision partielle du conflit, sans tenir compte de la complexité de la situation sur le terrain. M. Ziegler a répondu qu'il avait bénéficié de la coopération du Gouvernement israélien à toutes les étapes de sa visite. Il a précisé que la Commission des droits de l'homme lui avait imposé un mandat singulier pour se rendre dans les Territoires occupés. Ce mandat n'était pas de parler des racines du conflit mais de se concentrer sur les obstacles au droit à l'alimentation.

...

\* \*\*\* \*